

ACTION COLLECTIVE ET MOBILISATION RETOUR SUR L'OPÉRATION « SACS DE COUCHAGE » MENÉE À BRUXELLES LE 15 DÉCEMBRE 2016

Par Jean Blairon et Christine Mahy

La question de la mobilisation si ce n'est du militantisme est source de nombreuses interrogations aujourd'hui : est-ce toujours possible ? Comment faire ? Avec qui ? Qui doit prendre l'initiative ?

Pierre Bourdieu avait formulé l'enjeu comme suit :

« L'histoire sociale enseigne qu'il n'y a pas de politique sociale sans un mouvement social capable de l'imposer (et que ce n'est pas le marché, comme on tente de le faire croire aujourd'hui, mais le mouvement social qui a « civilisé » l'économie de marché, tout en contribuant grandement à son efficacité). En conséquence, la question, pour tous ceux qui veulent réellement opposer une Europe sociale à une Europe des banques et de la monnaie, flanquée d'une Europe policière et pénitentiaire (déjà très avancée) et d'une Europe militaire (conséquence probable de l'intervention au Kosovo), est de savoir **comment mobiliser les forces capables de parvenir à cette fin** et à **quelles instances demander ce travail de mobilisation**. »¹

Pierre Bourdieu a beaucoup réfléchi à la fin de sa vie à ces questions. Il a notamment pointé ce paradoxe interpellant : il rappelle à quel point l'existence d'un nombre important de chômeurs est utilisée comme arme de chantage, notamment au licenciement, comment cette angoisse a pour effet de diviser en cascade (les travailleurs entre eux, les travailleurs et les chômeurs, les chômeurs et les encore plus précaires, ceux qui conservent des maigres droits et ceux qui ont tout perdu) et donc in fine de démobiliser nombre de citoyens, travailleurs ou pas ; il observe cependant, en se déclarant solidaire avec le « mouvement des chômeurs » en 1998, [que], « sans jouer avec les mots, la mobilisation de ceux dont l'existence constitue sans doute le facteur principal de la démobilisation est le plus extraordinaire encouragement à la mobilisation, à la rupture avec le fatalisme politique. »²

Les questions évoquées supra, cruciales aujourd'hui, peuvent dès lors se préciser ainsi : comment mobiliser des citoyens divisés ? Comment obtenir que cette mobilisation – notamment des moins favorisés – encourage à la remobilisation ? Comment réunir les mobilisations diverses si ce n'est divisées entre elles en un mouvement social capable d'imposer des politiques sociales ambitieuses, à rebours d'un fatalisme politique trop répandu (qui s'exprime si bien par ce constat hypocrite : « il n'y a pas de budget disponible pour... ») ?

1 P. Bourdieu, *Contre-feux 2, Pour un mouvement social européen*, Paris, Raisons d'agir, 2001, p. 16.

2 P. Bourdieu, *Contre-feux 1, Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'Agir, 1998, p. 104.

Ces questions se posent avec une acuité de plus en plus grande, à mesure que les luttes se multiplient sans toutefois obtenir un changement significatif, par exemple des orientations adoptées par le gouvernement fédéral.

Le découragement guette, et avec lui un fatalisme politique démobilisateur.

S'il n'y a pas de réponse toute faite à la question, s'il n'y a pas de vérité dont on voudrait convaincre, et encore moins de leçon à donner à quiconque, la gravité de la situation nous semble imposer à chacun un devoir de réflexivité et de retour sur ses actions, en s'interrogeant notamment sur ce qui fait, aux yeux des personnes mobilisées elles-mêmes, que « ça peut marcher » (en toute modestie, bien entendu).

C'est ce travail que nous tentons ici à propos de l'action « Sacs de couchage » que les militants du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP) ont imaginée et menée à l'occasion du 40^{ème} anniversaire des CPAS le 15 décembre 2016.

On voudra bien admettre que nous ne considérons évidemment pas cette analyse comme un guide programmatique pour quelque action future que ce soit ; nous ne prétendons pas davantage que les éléments que nous mettons en avant a posteriori ont guidé consciemment la conception et la mise en œuvre de l'action : il ne faut jamais mettre, comme nous le dit aussi Pierre Bourdieu, un « savant dans la machine », en laissant croire que les principes explicatifs d'une action, construits a posteriori, se trouvaient (voire devraient se trouver) dans la tête des protagonistes qui l'ont menée ; probablement faudrait-il ajouter qu'il ne faut pas mettre non plus un méthodologue dans la machine de l'action, transformant celle-ci en l'exécution d'un patron conçu en dehors d'elle.

LE CONTEXTE

En 2016, on « fête » le quarantième anniversaire des CPAS (Centre Publics d'Action Sociale). La réjouissance est assez paradoxale, puisque cette même année a vu se voter des lois qui impliquent plus de contrôle des gens « agis » (le terme « Action » a en effet remplacé celui d'« Aide ») ; moins d'autonomie des travailleurs sociaux ; une transformation de la visée de leur action, qui tend à s'éloigner d'un accompagnement individualisé digne de ce nom ; l'instauration de sanctions financières qui réduisent de facto des aides matérielles déjà insuffisantes ; l'augmentation de la conditionnalité de celles-ci.

Jusqu'alors, le RWLP travaillait, à propos des CPAS, sur deux volets : sur la manière dont la loi était appliquée ; sur des avancées sociales possibles ou nécessaires (par exemple : est-il normal que le Revenu d'Intégration Sociale octroyé par les CPAS soit « le même pour tout le monde » sans tenir compte, de l'état de santé des enfants, d'une personne adulte avec un handicap, etc. ?), et qu'à tout le moins le RIS atteigne au moins le seuil de pauvreté.

L'année 2016 a rendu ces deux volets insuffisants aux yeux du Réseau.

D'abord, le projet de fusion des CPAS et des communes a imposé de défendre l'institution dans son existence même³ (sans oublier toutefois les critiques qu'on peut parfois lui adresser).

Ensuite, il a été nécessaire de défendre le caractère social du travail des agents : les politiques fédérales, avec trop souvent l'accord et le soutien de l'administration, le mettait en cause en même temps qu'elles déconstruisaient un certain nombre de protections et de droits pour les usagers : institution d'un rapport social électronique⁴, d'un travail communautaire imposé aux usagers, à

3 Cf. l'analyse de Christine Mahy et Jean Blairon, « L'action sociale des CPAS en question », mai 2015, en ligne sur *Intermag.be* : www.intermag.be/511.

4 Cf. l'analyse de Jean Blairon et Isabelle Dubois, « Le dossier social électronique en CPAS. Critique d'une proposition de résolution déposée par la NVA », juin 2015, en ligne sur *Intermag.be* : www.intermag.be/515.

l'instar des pratiques du CPAS d'Anvers, PIIS rendu obligatoire⁵, menaces exprimées sur le secret professionnel...

Même si ces régressions ont été combattues par divers acteurs⁶, la pente générale est à la déconstruction des acquis, à la perversion du sens, à l'abandon cynique de trop de gens à leur sort.

Dans un tel contexte, la tenue d'un colloque anniversaire organisé par le Ministre de l'action sociale pour se gargariser de ces « avancées » a révolté les militants du RWLP, indignés à l'idée que « ça puisse passer comme une lettre à la poste ».

L'AFFECT COLLECTIF

Au principe de l'action sur laquelle nous revenons dans cette analyse, il y a un affect collectif fort, qui naît et s'exprime lors d'une réunion rassemblant des militants et des sympathisants : l'écœurement est grand, une révolte se manifeste à propos d'un « événement » qui apparaît à beaucoup comme « la goutte en trop » : « ils ne vont quand même pas se faire valoir avec tout ce qu'ils cassent ! ».

Cet affect collectif a semblé devoir être respecté, c'est-à-dire ni censuré (nous comprenons, mais il nous faut passer à autre chose, par exemple à l'ordre du jour supposé de la réunion), ni sollicité (il n'est pas difficile de faire « monter à vide » un ressentiment sans qu'il soit suivi d'effets), ni manipulé (en le plaquant sur des positions pré-établies), ni confiné (réservé pastoralement à l'intérieur du groupe envers qui on déploie une attitude protectrice).

Pour les personnes présentes, la question qui structure les échanges est bien : « Mais qu'est-ce qu'on fête là ? ».

UN ARGUMENTAIRE SOUTENU

Les échanges prennent donc rapidement un tour réflexif.

La forme « colloque » est analysée comme une manière d'étouffer les conflits et controverses. Même si des prises de parole plus progressistes y sont possibles, les militants savent qu'elles seront probablement prises dans une logique de neutralisation, souvent produite par l'alternance non confrontée des points de vue, mais aussi par ce culte de la mesure et de la pensée de juste milieu que Bourdieu trouvait trop présent dans les milieux académiques et qu'il jugeait ancré dans une dénégation des effets de la position sociale à partir de laquelle leur vision de la société peut être construite.

Plus largement, la « politique de communication à propos de la politique », qui donne de la réalité une image fabriquée qui en est très éloignée – lisse, positive, de maîtrise, de réussite qui ne peut que s'amplifier... – choque par son hypocrisie et son indécence : les budgets qui lui sont consacrés paraissent disproportionnés dans une période dite d'austérité obligée (mais pas pour tous) ; en l'occurrence, on parle de plus de 100.000 euros pour le dit anniversaire...

Mais surtout, c'est une privation de sens qui est ressentie : l'image virtuelle d'un secteur « modernisé » sert de cache indécent au sens imposé par les politiques d'activation à l'expérience vécue : elle est

5 Cf. l'analyse de Christine Mahy et Jean Blairon, « CPAS, majorité fédérale et mensonge d'Etat », avril 2016, en ligne sur *Intermag.be* : www.intermag.be/560.

6 On peut en donner deux exemples : du côté des travailleurs sociaux, le Manifeste du Comité de vigilance en travail social - www.comitedevigilance.be/sites/www.comitedevigilance.be/IMG/pdf/MANIFESTE_CVTS_VF.pdf ; et du côté des citoyens, les actions de l'Adas (Association de défense des allocataires sociaux) qui soutient, avec les moyens du bord, des personnes dans la défense de leurs droits face au CPAS.

trop souvent décrite comme un profit prélevé dangereusement sur des richesses collectives fragiles et comme une absence (de courage, de volonté de se « prendre en main », de recherche des moyens de s'en sortir, de dignité puisqu'on se complairait dans l'assistanat).

LA PARTICIPATION DES MILITANTS DANS LA CONCEPTION DE L'ACTION

Puisqu'une décision d'action est prise, il est fondamental que sa conception ne soit pas considérée comme réservée.

Il n'est pas facile de trouver le registre pertinent.

Il s'agit en même temps de ne pas étouffer les énergies par une imposition de bienséance excessive (ce que les militants appellent « être mou du genou »), tout en tenant compte de la riposte possible ; par exemple chahuter les débats peut trop facilement être requalifié en irrespect de la liberté d'expression, même si c'est bien ce qu'opère la privation de sens qui est durement ressentie...

UN MODE D'ACTION CONGRUENT À LA SITUATION

Les militants sont très créatifs lorsqu'il s'agit de trouver un mode d'action congruent à l'analyse qui est faite de la situation et aux moyens disponibles.

Une sorte de « métaphore par les corps » est ainsi imaginée par eux : puisque ce colloque fait obstacle à la réalité de la réalité, elle se fera rappeler à lui. Les militants occuperont l'espace extérieur par lequel les participants arrivent ; ils seront étendus dans ou sur des sacs de couchage qu'il faudra aux participants enjamber (« puisque de toute façon ils nous marchent dessus sans nous voir »).

Il leur faudra partir très tôt, dans la nuit, organiser un accueil (de la soupe, toute une intendance), autant d'occasions d'exercice d'une solidarité chaude.

La réalité de la réalité qui se rappelle ainsi à tous fait obstacle à l'image virtuelle « lisse » de l'anniversaire, produit de la gêne, de l'embarras, des arrêts solidaires ou plus contraints. D'aucuns tentent l'esquive, longent les murs, tentent de se faire oublier. D'autres expriment, parfois discrètement, comme s'ils étaient sous surveillance, leur accord, leur soutien, voire leur gratitude ; ce sont essentiellement des travailleurs sociaux.

Le Ministre Borsus est venu au contact, tenir un discours de réassurance ; il ne convainc pas et choque même parfois durement, comme lorsqu'il affirme que l'allègement du secret professionnel « ne concernera pas des gens comme vous » (mais des personnes soupçonnées par exemple de radicalisation) : cette pratique de la division est durement ressentie.

Des activités ludiques permettent de combattre le froid, de bouger et de signifier ; un militant des quinquennaires des Temps Présents détourne le jeu populaire « Jacques a dit » : « Borsus nous dit : « couchés » – nous on dit « debout » ! »

Des prises de parole ont lieu ; une mixité sociale culturelle est présente ou en tout cas représentée : le Président de la Ligue des Droits de l'Homme est là, des syndicalistes aussi, quelques présidents/tes de CPAS et acteurs politiques.

L'événement offre une tribune au lancement de la campagne contre le boycott du service communautaire, action portée par l'Adas (Association de défense des allocataires sociaux) et le RWLP, avec plus de 70 signataires⁷.

⁷ Voir leur site <http://ladas.be/>.

La police, plus ou moins prévenue, laisse faire à condition que les lieux soient vides lorsque le Roi arrivera (à 11 heures). Les médias (du moins certains ; d'autres n'ont pas jugé le sujet « assez populaire » (sic)) sont présents et les participants savent qu'ils ont partiellement au moins « volé la vedette » à « l'événement » compassé de l'anniversaire.

A la réflexion, la forme de l'action qui convient aux militants du RWLP s'écarte de deux formes habituelles : la manifestation qui se contente de battre le pavé en nombre, avec peu de rencontres et parfois de la peur (même si les militants y donnent souvent leur appui) ; l'action trop exclusivement culturelle, certes ludique, qui séduit une partie plutôt favorisée de la classe moyenne, mais dont les militants ont l'impression que la dimension de lutte a quasi disparu.

UNE ACTION PROGRESSISTE SUR SES DEUX PIEDS

L'action ainsi menée incarne **à l'état pratique** un double choix.

- Ne pas se contenter de revendications corporatistes, mais déployer un argumentaire qui fait place à une visée d'« universalisation » : ce que l'on réclame pour soi, on le réclame aussi pour les autres. C'est à l'adresse des travailleurs sociaux des CPAS, en premier lieu, qui sont de plus en plus empêchés de faire un travail social, qui subissent des chantages institutionnels lourds : la subvention fédérale est de plus en plus directement conditionnée à l'obéissance de l'institution aux « changements » imposés par celle-ci. Accusés, s'ils résistent, de « mettre en danger la survie de leur institution », ils subissent des contraintes fortes, à l'instar des populations précarisées, pour qui l'aide est de plus en plus conditionnée à des comportements formatés et imposés ; leur obéissance aura pour conséquence la privation accrue pour ceux dont ils devront contrôler la soumission. On a vu aussi que les militants rejetaient tous les arguments qui reposent sur une division (par exemple les bons pauvres et les pauvres suspects).
- Ne pas se contenter de revendications matérielles, essentielles, certes, mais insuffisantes : la privation de sens, de participation, de dignité est énorme.

Ce double choix nous paraît recouper les deux dimensions qu'Alain Touraine reconnaissait tout récemment aux luttes progressistes, en les appelant à les articuler :

- « la confiance faite à l'esprit des Lumières et de la République, autrement dit à la modernité, qui repose sur l'universalisme de la pensée et de l'action, sur la croyance en la raison, et en particulier en la pensée scientifique et en ses applications technologiques » ;
- « un attachement aussi absolu aux droits humains fondamentaux : la liberté et l'égalité fondatrices, auxquelles on a adjoint d'abord la fraternité puis, à l'époque industrielle, la solidarité, que j'appelle, avec tant d'autres aujourd'hui, la dignité de l'être humain ».

Une telle orientation, poursuit Touraine, « ne saurait davantage exister sans contester la domination des tout-puissants, à savoir le pouvoir économique des capitalistes, le pouvoir politique que les colonisateurs ont imposé aux peuples colonisés, le pouvoir culturel que les hommes adultes ont imposé aux femmes et aux enfants. »⁸

C'est dans la voie de cette articulation systématisée que la mobilisation de ceux qu'on utilise pour démobiliser a peut-être des chances, au contraire, de remobiliser et de convaincre que la résignation politique n'est pas une fatalité.

8 A. Touraine, *Le nouveau siècle politique*, Paris, Seuil, octobre 2016, pp. 11-12.

Voir aussi la vidéo de l'opération « sac de couchage » réalisée par RTA :

<https://vimeo.com/198309169>



Pour citer cette analyse

Christine Mahy et Jean Blairon, « Action collective et mobilisation - Retour sur l'opération « sacs de couchage » menée à Bruxelles le 15 décembre 2016 », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, février 2017, URL : www.intermag.be/586.